

19.02.2014 - 11:00 Uhr

Étude de PwC «Global Economic Crime Survey - A Swiss Perspective»

Zurich (ots) -

Des mesures plus dures en cas d'infractions économiques

Parmi les infractions économiques en Suisse, l'abus de confiance représente la majeure partie des cas (65%), devant la cybercriminalité (26%), qui occupe le deuxième rang. Les entreprises suisses sanctionnent la criminalité économique plus durement qu'il y a deux ans encore. Ces résultats sont le fruit de l'étude «Global Economic Crime Survey - A Swiss Perspective» réalisée par PwC.

Il y a deux ans, 60% des entreprises licenciaient les collaborateurs coupables de délinquance économique interne à la société. Aujourd'hui, de tels actes débouchent sur des licenciements dans 82% des cas, et des procédures civiles sont engagées dans 59% des cas. Pour les attaques provenant de l'extérieur, c'est presque le contraire : parmi les sondés, 31% ne réagissent pas aux délits provenant de l'extérieur, tandis que 38% engagent des poursuites pénales. Sur l'ensemble des délits, 35% sont détectés au moyen de contrôles internes, et 36 % de cas supplémentaires grâce à l'ancrage dans la culture d'entreprise du principe de tolérance zéro en matière de criminalité économique. Typiquement, le fraudeur est un homme qui a entre 31 et 50 ans et qui est dans l'entreprise depuis quelques années.

La cybercriminalité demeure un problème

26% des sondés ont été concernés par la cybercriminalité au cours des deux dernières années. Les entreprises sont toutefois très peu nombreuses à pouvoir chiffrer le montant du dommage subi. Parmi les sondés, 67% indiquent que le risque de cybercriminalité a augmenté pour leur entreprise. En 2011, ils étaient 52% dans ce cas.

Corruption - la Suisse très peu concernée

Seules 3% des organisations touchées par la criminalité économique ont eu affaire à des cas de corruption au cours des 24 derniers mois. « C'est d'autant plus surprenant que les entreprises opèrent également dans des pays où ces délits surviennent plus fréquemment qu'en Suisse », souligne Gianfranco Mautone, responsable de Forensic Services chez PwC Suisse. Le nombre d'organisations concernées en Suisse est très faible en comparaison internationale. Néanmoins, 37% des sondés considèrent la corruption comme la menace la plus grande pour leur entreprise.

L'étude de PwC est disponible au format PDF auprès de Claudia Sauter.

Contact:

Gianfranco Mautone
Responsable de Forensic Services
PwC Suisse
E-mail : gianfranco.mautone@ch.pwc.com

Claudia Sauter
Communications Director
PwC Suisse
E-mail: claudia.sauter@ch.pwc.com